

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 mars 2023
(Convocation du 28 février 2023)

Aujourd'hui, le 08 mars 2023 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	8
• Voix	8
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	8
• Voix	8
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Mieux reconstruire après inondation "MIRAPI" - Convention établie avec l'État et le Département pour l'animation par l'EPTB du dispositif - Avenant n°3

Exposé des motifs :

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, sur le fondement de l'article 37-1 de la Constitution. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'image de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations).

Après livraison des diagnostics aux propriétaires des biens concernés, ceux-ci sont invités à conduire les travaux préconisés et solliciter pour ce faire une aide financière auprès de l'État.

Dans le cadre de l'avenant n°1 à la convention de partenariat entre l'EPTB, l'État et le Département pour l'animation par l'EPTB du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » à l'échelle des territoires éligibles du département des Landes, et sur sollicitation de l'État, il avait été ajouté dans les missions confiées à l'EPTB une mission supplémentaire relative à la pré-instruction des dossiers de demande de subvention qui émaneront des particuliers relatifs au financement des travaux de réduction de vulnérabilité de leurs biens (mission 5). Il était prévu dans ce cadre que cette « mission complémentaire de pré-instruction des dossiers de demande de subvention de travaux de réduction de la vulnérabilité des biens à usage d'habitation et des dossiers de demande de paiement de l'aide avant leurs dépôts à la DDTM, qui sera réalisée par l'EPTB pour le compte de l'État fera l'objet d'une convention spécifique dédiée à intervenir entre l'État et l'EPTB ».

Or, il s'avère que cette mission complémentaire ne sera confiée à l'EPTB que sur la durée de réalisation technique telle qu'indiquée à l'article 2 de la convention de partenariat pour l'animation du dispositif expérimental MIRAPI. L'intervention de l'EPTB pour la pré-instruction des dossiers pour le compte de l'État dans le cadre de l'expérimentation MIRAPI prendra donc fin le 30 novembre 2023.

Il y a donc lieu de modifier par voie d'avenant les termes de la convention de partenariat précédemment modifiée par avenants n°1 et 2 respectivement en date des 11 mai 2022 et 12 septembre 2022 pour tenir compte de la demande de l'État à l'EPTB que celui-ci assure pour son compte une mission relative à la pré-instruction des dossiers de demande de subvention aux travaux de réduction de la vulnérabilité des biens à usage d'habitation, et ce, jusqu'au 30 novembre 2023 inclus.

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 21 décembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la convention établie entre l'État, le Département des Landes et l'EPTB pour l'animation par l'EPTB de la démarche expérimentale « Mieux reconstruire après inondation » en date du 30 novembre 2021, son avenant n°1 en date du 11 mai 2022 et son avenant n°2 en date du 12 septembre 2022,

Considérant la demande de l'État de ne confier à l'EPTB la mission de pré-instruction des dossiers de demande d'aide aux travaux de réduction de vulnérabilité des biens à usage d'habitation que sur la durée de réalisation technique de la convention de partenariat soit jusqu'au 30 novembre 2023 inclus,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention relative à l'animation d'un dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI) établie avec l'État et le Département des Landes, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à le signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 10/03/2023

Reçu en préfecture le 10/03/2023



ID : 040-254002264-20230308-230308H1793H1-DE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**Département
des Landes**

AVENANT N°3

Convention relative à l'animation d'un dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)



Entre :

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° 2023_B_XX en date du 8 mars 2023,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

L'État, représenté par Madame Françoise Tahéri, préfet des Landes,

ci-après dénommé : l'**État**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021,

ci-après dénommé : le **Département**

L'État et le Département sont ci-après désignés conjointement par **financeurs**.

L'EPTB, l'État et le Département sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.





Préambule

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, sur le fondement de l'article 37-1 de la Constitution. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'image de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations).

Après livraison des diagnostics aux propriétaires des biens concernés, ceux-ci sont invités à conduire les travaux préconisés et solliciter pour ce faire une aide financière auprès de l'État.

Dans le cadre de l'avenant n° 1 à la convention de partenariat entre l'EPTB, l'État et le Département pour l'animation du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » à l'échelle des territoires éligibles du département des Landes, et sur sollicitation de l'État, il avait été ajouté dans les missions confiées à l'EPTB une mission supplémentaire relative à la pré-instruction des dossiers de demande de subvention qui émaneront des particuliers relatifs au financement des travaux de réduction de vulnérabilité de leurs biens (mission 5). Il était prévu dans ce cadre que cette « *mission complémentaire de pré-instruction des dossiers de demande de subvention de travaux de réduction de la vulnérabilité des biens à usage d'habitation et des dossiers de demande de paiement de l'aide avant leurs dépôts à la DDTM, qui sera réalisée par l'EPTB pour le compte de l'État fera l'objet d'une convention spécifique dédiée à intervenir entre l'État et l'EPTB* ».

Or, il s'avère que cette mission complémentaire ne sera confiée à l'EPTB que sur la durée de réalisation technique telle qu'indiquée à l'article 2 de la convention de partenariat pour l'animation du dispositif expérimental MIRAPI. L'intervention de l'EPTB pour la pré-instruction des dossiers pour le compte de l'État dans le cadre de l'expérimentation MIRAPI prendra donc fin le 30 novembre 2023.

Les termes du présent avenant ont donc pour objet de préciser cette modification concernant la mission de pré-instruction confiée à l'EPTB par l'État.

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 21 décembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la convention établie entre l'État, le Département des Landes et l'EPTB pour l'animation par l'EPTB de la démarche expérimentale « Mieux reconstruire après inondation » en date du 30 novembre 2021, son avenant n° 1 en date du 11 mai 2022 et son avenant n° 2 en date du 12 septembre 2022,

Vu la délibération n°2023_B_XX en date du 8 mars 2023 de l'EPTB approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération DM2-2021-n°E2 en date du 19 novembre 2021 du Département autorisant son président à signer la convention et tout document y afférant,

Considérant la demande de l'État de confier à l'EPTB la mission de pré-instruction des dossiers de demande d'aide aux travaux de réduction de vulnérabilité des biens à usage d'habitation sur la durée de réalisation technique de la convention de partenariat soit jusqu'au 30 novembre 2023 inclus,





IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention du 30 novembre 2021 modifiée par avenants n°1 et 2 respectivement en date des 11 mai 2022 et 12 septembre 2022 pour tenir compte de la demande de l'État à l'EPTB que celui-ci assure pour son compte une mission relative à la pré-instruction des dossiers de demande de subvention aux travaux de réduction de la vulnérabilité des biens à usage d'habitation, et ce, jusqu'au 30 novembre 2023 inclus.

L'article modifié de la convention cadre est le suivant :

- article 5 « Détail des missions d'animation », modifié par l'article 3 de l'avenant n°1, remplacé par l'article 2 du présent avenant ;

L'annexe 1 au présent avenant est ajoutée et devient l'annexe 4 de la convention cadre de partenariat.

Les articles 2 à 6 et 7 à 11 et les annexes de la convention du 30 novembre 2021 modifiée par les avenants n°1 et 2 respectivement en date des 11 mai 2022 et 12 septembre 2022 sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2. Détail des missions d'animation

Mission 1 : appréhender le contexte

- Préparation technique, financière et administrative de l'expérimentation
- Dimensionner les besoins (techniques et financiers) en termes de diagnostics de réduction de vulnérabilité et de travaux afférents, et les moyens à mettre en œuvre (animateurs, commande publique, etc...)
- Organiser la mise en œuvre opérationnelle,

Mission 2 : fédérer les acteurs autour du projet

- Informer, sensibiliser et mobiliser les EPCI-FP concernés du département, les conforter dans leur rôle de relai auprès des communes et des administrés ciblés, avec l'appui des services de l'État
- Organiser et formaliser les partenariats avec les EPCI-FP,
- Mobiliser les partenaires institutionnels du secteur de l'assurance et du bâtiment,

Mission 3 : informer et communiquer auprès des propriétaires d'habitations

- Informer, en coordination avec les collectivités locales (EPCI-FP et Communes) l'ensemble de la population de l'existence et du contenu de l'opération,
- Élaboration d'outils de communication adaptés et organisation de leur diffusion en lien avec les collectivités locales (EPCI-FP et Communes)

Mission 4 : accompagner la réalisation des diagnostics et des préconisations

- Dimensionner et organiser la commande publique des diagnostics
- Établir les partenariats, et mobiliser les cofinancements et les participations afférents à la réalisation des diagnostics,
- Suivre l'avancement de la réalisation des diagnostics

Mission 5 : assister, conseiller et accompagner les propriétaires avant et pendant le diagnostic et avant et pendant les travaux

- Accompagner les propriétaires dans les démarches administratives afférentes aux diagnostics qui devront être réalisés avant le 30 septembre 2023.





- Guider et conseiller les propriétaires dans la définition du programme de travaux, la constitution du dossier de demande de financement à déposer à la DDTM avant le 30 novembre 2023.
- Assurer la pré-instruction du dossier de demande d'aide aux travaux de réduction de la vulnérabilité selon la répartition des étapes décrite en annexe 1 du présent avenant jusqu'au 30 novembre 2023.
- S'assurer du bon déroulement des travaux et accompagner les propriétaires dans la constitution de leur dossier de demande de paiement de leurs travaux.
- Assurer la pré-instruction du dossier de demande de paiement de l'aide (avance, acompte, solde) selon la répartition des étapes décrite en annexe 1 du présent avenant jusqu'au 30 novembre 2023.

Mission 6 : suivre et évaluer le dispositif

- Évaluer l'opération au moyen d'indicateurs pertinents
- Suivre l'avancement des actions,
- Identifier les leviers et les freins à la mise en œuvre des diagnostics et des travaux,
- Rédiger le bilan de l'opération.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Françoise Tahéri
Préfet des Landes

Xavier Fortinon
Président du Département des Landes



Annexe 1 : tableau de répartition des étapes d'instruction MIRAPI jusqu'au 30 novembre 2023

étapes de l'instruction	demande papier	demande D.S.*
envoi du formulaire de demande (avec rapport OSGAPI)	EPTB	EPTB
accusé de dépôt (mail accusé réception)	EPTB	automatique
accusé réception (mail accusé passage en instruction)		automatique
vérification complétude/recevabilité de la demande	EPTB	EPTB
transmission dossier papier à la DDTM	EPTB	sans objet
accusé recevable et complet : ARC (mail accusé réception)	DDTM	automatique (via DDTM)
instruction et calcul subvention	EPTB	EPTB
Préparation tableau source de données pour édition arrêté de subvention par la DDTM	EPTB	EPTB
supervision technique dossier	DDTM	DDTM
engagement juridique (EJ) sous Chorus	DDTM	DDTM
Complément arrêté de subvention (avec n° EJ) - signature préfète - notification bénéficiaire	DDTM	DDTM
Instruction demande de paiement d'avance (30% et transmission demande paiement à la DDTM	EPTB	EPTB
Mise en paiement avance (Chorus)	DDTM	DDTM
Instruction de la demande de paiement d'acompte(s) (< 80%) et transmission demande paiement à la DDTM	EPTB	EPTB
mise en paiement acompte (Chorus)	DDTM	DDTM
Instruction de la demande de paiement de solde	EPTB	EPTB
Contrôle sur pièces ou contrôle sur place	EPTB	EPTB
transmission demande paiement à la DDTM	EPTB	EPTB
mise en paiement solde (Chorus)	DDTM	DDTM

*D.S. : démarche simplifiée, soit la procédure de dépôt en ligne de demande de subvention

